

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT TERRITOIRES ET CLIMAT

Pour des territoires résilients face au changement climatique en Normandie

Cahier des charges

Cet Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) s'inscrit dans le cadre du partenariat entre la Région Normandie et l'ADEME Normandie.

Cet AMI est une action du plan d'actions GIEC Normand présenté à l'Assemblée plénière du Conseil régional du 12 décembre 2022.

Le dossier de candidature est à envoyer en format informatique **au plus tard le 02/06/2023** aux deux adresses suivantes :

Delphine.baudry@laregionnormandie.fr et karine.bosser@ademe.fr

En spécifiant « candidature AMI TERRITOIRES ET CLIMAT » en objet du mail (l'utilisation de plateformes d'échanges libres est possible en cas de pièces attachées trop volumineuses).

Financé par :



Table des matières

1. Préambule	2
2. Le Changement climatique en Normandie.....	4
2.1. La prise en compte des travaux du GIEC normand	4
2.2. Rappels de quelques phénomènes météorologiques exceptionnels survenus en Normandie en 2022.....	5
3. Présentation générale de l'AMI « Territoires et Climat »	5
3.1 Définitions	5
3.2 Les objectifs et principes de l'appel à manifestation d'intérêt	8
3.3. Description des deux parcours.....	8
3.4. Durée	13
4. Accompagnements, animation et suivi	13
4.1 L'accompagnement technique	14
4.2 Les aides financières mobilisables.....	16
5. Modalités de présentation et de sélection des candidatures.....	17
5.1. Territoires éligibles.....	17
5.2. Modalités de candidature	18
5.3. Jury de sélection des candidatures	19
6. Calendrier prévisionnel	20
7. Contacts.....	20

1. Préambule

Enjeux pour l'ADEME Normandie et la Région Normandie sur l'adaptation et la résilience face aux conséquences du changement climatique

D'une conférence des parties (COP) à l'autre, les chercheurs du monde entier alertent les décideurs quant à l'urgence à agir face au changement climatique en mettant en avant les conséquences directes de ces changements : la baisse de la qualité et de la quantité des eaux douces disponibles, l'érosion de la biodiversité, les phénomènes de sécheresse, de canicule, d'incendies, d'inondations, l'altération de la qualité de l'air... Le changement climatique est ainsi devenu une préoccupation majeure partagée par tous. Eu égard à l'accélération du réchauffement, l'adaptation au changement climatique est devenue une nécessité, complémentaire aux politiques d'atténuation du changement climatique.

L'adaptation aux conséquences du changement climatique est une notion qui nécessite une meilleure appropriation par tous, tout comme la notion de résilience territoriale, dont le spectre peut aller au-delà d'enjeux strictement climatiques. L'application de ces deux démarches rend l'identification des vulnérabilités majeures et leur évaluation nécessaires pour la planification territoriale.

Un groupe de travail régional « Adaptation au changement climatique » s'est constitué afin de partager connaissances et outils sur le sujet, au sein de la communauté de travail régionale transition écologique, pilotée

par la DREAL Normandie, qui rassemble les DDTM, l'ADEME Normandie, la Région Normandie et la Banque des Territoires. Un constat est régulièrement partagé entre pairs : les territoires, notamment ceux engagés dans un PCAET, peinent à traiter le sujet de l'adaptation au changement climatique. Les stratégies et programmes d'action sont peu développés faute de connaissance et d'implication sur le sujet et leur mise en œuvre est souvent inexistante.

C'est la raison pour laquelle la Région Normandie et l'ADEME Normandie conjuguent leurs efforts pour accompagner conjointement des territoires normands dans des stratégies d'adaptation et de résilience face au changement climatique. Cette **expérimentation** dans la mise en œuvre concrète d'une démarche de résilience ou d'adaptation aux conséquences du changement climatique permettra d'accompagner au **maximum 20 collectivités normandes**.

Un accompagnement pour renforcer des outils déjà existants

A l'initiative du Président de Région, un groupe de 25 experts intitulé « GIEC Normand » a été constitué en décembre 2019 pour faire un état des connaissances sur les conséquences du changement climatique en Normandie, sur différentes thématiques. Ces travaux ont pour finalité de :

- Informer et sensibiliser les décideurs, les populations et les acteurs du territoire ;
- Alimenter la réflexion collective sur les mesures d'atténuation et d'adaptation les mieux adaptées à notre territoire ;
- Faire évoluer les politiques publiques et privées, massifier l'action pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses conséquences.

Le plan d'actions GIEC Normand – année 1, voté à l'assemblée plénière du 12 décembre 2022 du Conseil régional de Normandie, a permis d'identifier plusieurs actions en faveur de l'adaptation au changement climatique à destination des territoires, portant sur les thèmes de l'eau, de la gestion durable du littoral, de l'aménagement et de l'urbanisme, de la biodiversité, de l'agriculture...

Ce plan d'actions est accessible à l'adresse suivante : <https://www.normandie.fr/giec-normand>

L'ADEME contribue depuis de nombreuses années à l'élaboration de la stratégie nationale d'Adaptation au Changement Climatique. Elle vient de réactualiser et de publier sa propre stratégie Adaptation 2023-2027 (lien ci-dessous) :

<https://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/6054-strategie-adaptation-changement-climatique-2023-2027-9791029720246.html>

L'ADEME Normandie accompagne les territoires dans la mise en œuvre locale de leurs politiques d'adaptation au changement climatique en mettant à leur disposition des démarches comme TACCT¹ qui aident les collectivités à élaborer un diagnostic, une projection climatique et un suivi de leurs actions d'adaptation. Des modules de formations sont également proposés aux élus et techniciens sur le changement climatique et sur l'accompagnement au changement.

Par ailleurs, en 2022, l'ADEME Normandie a piloté une opération collective « territoires résilients et de coopération » à laquelle 8 territoires normands participent afin de définir des stratégies territoriales de résilience à l'horizon 2023. Les retours d'expériences des collectivités engagées dans cette opération collective alimenteront les échanges avec les lauréats de cet AMI « Territoires et climat ».

Le dispositif « Territoires et climat » vise donc à compléter l'offre déployée jusqu'à présent en Normandie sur le sujet, avec l'ambition d'accompagner les collectivités volontaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques visant l'adaptation aux conséquences du changement climatique et visant à renforcer la résilience du territoire face à des risques majeurs.

¹ La démarche Trajectoires d'Adaptation au Changement Climatique des Territoires (TACCT) est accessible sous le lien suivant : [TACCT \(ademe.fr\)](https://www.ademe.fr/la-demarche-tacct)

Rappels des obligations réglementaires auxquels sont tenus les EPCI sur le sujet de l'adaptation au changement climatique

Selon le Code l'Environnement, les EPCI de plus de 20 000 habitants doivent réaliser un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) qui a pour objectif, entre autres, d'adapter le territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer les impacts économiques, sociaux, sanitaires, etc. et d'améliorer la qualité de l'air, afin de préserver la santé des habitants du territoire. Dans la partie « diagnostic du PCAET », il est attendu une analyse de la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique. Les objectifs stratégiques et opérationnels identifiés dans la stratégie du PCAET doivent en partie porter sur le domaine de l'adaptation au changement climatique et le plan d'actions du PCAET doit proposer des actions en lien avec ces objectifs, qui auront pour finalité de s'inscrire dans les documents d'urbanisme et d'aménagement du territoire (PLUI, SCoT...). Le PCAET décrit les modalités d'articulation de ses objectifs avec notamment le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). A cet effet, chaque EPCI normand concerné doit notamment s'attacher à ce que son PCAET soit compatible avec les objectifs du SRADDET et ses règles prescriptives. Parmi ces objectifs plusieurs concernent l'adaptation au changement climatique tels que les objectifs suivants :

- Objectif 3 : Limiter les impacts du changement climatique
- Objectif 5 : Favoriser une vision intégrée de la biodiversité dans l'aménagement du territoire
- Objectif 10 : Protéger les espaces naturels littoraux
- Objectif 37 : Valoriser les paysages comme reflet des activités humaines et accompagner leurs mutations
- Objectif 38 : Repenser la ville pour ses habitants
- Objectif 46 : Limiter l'impact de l'urbanisation et des aménagements sur la biodiversité et les espaces naturels
- Objectif 48 : Réduire les risques naturels liés à l'eau et prévenir l'impact du changement climatique
- Objectif 61 : Maintenir et restaurer les ensembles bocagers, identité forte de la Normandie

2. Le Changement climatique en Normandie

2.1. La prise en compte des travaux du GIEC normand

Les travaux du GIEC Normand le démontrent, le changement climatique est d'ores et déjà bien réel en Normandie. Ses travaux présentent les résultats suivants, dans le scénario le plus pessimiste (c'est-à-dire si aucune stratégie d'adaptation et d'atténuation au changement climatique n'est mise en place dans les territoires) :

- La température moyenne de la Normandie devrait augmenter de 3,5°C à l'horizon 2100 (par rapport à 1976-2005) ;
- A l'horizon 2100, les secteurs de l'Eure au sud d'Evreux pourraient compter plus de 80 jours de chaleur par an ($T^{\circ} \text{max} \geq 25^{\circ}\text{C}$). Cette forte augmentation est susceptible d'augmenter les pics de pollution à l'ozone ;
- D'ici 2100, le niveau de la mer devrait continuer d'augmenter en Normandie de plus d'1 m voir au-delà en fonction des endroits ;
- Les précipitations vont surtout diminuer en été à l'horizon 2100 (par rapport à 1976-2005) et des phénomènes de précipitations intenses vont augmenter en moyenne de 10%, engendrant ruissellement, des phénomènes d'érosion, de crue, d'inondations ;
- Le Bulot de Granville, célèbre pour la pêche normande, devrait être particulièrement impacté par le changement climatique du fait de l'augmentation de la température de l'eau ; tout comme la coquille Saint-Jacques ;
- Le blé tendre ainsi que les prairies herbagères verront leur rendement baisser ;
- Plusieurs impacts pour la biodiversité sont attendus du fait du changement climatique tels que : la disparition de certains milieux naturels et d'espèces, la disparition progressive des forêts de hêtres,

l'apparition d'espèces, tels que des insectes qui sont aujourd'hui méditerranéens ou de pays chauds, les décalages des rythmes de vie entre espèces interdépendantes (prédateur-proie, plante-pollinisateur...), l'assèchement et la minéralisation des tourbières, l'altération des continuités écologiques...

Source : ultra-synthèses du Giec Normand, Site Internet de la Région Normandie, le 31/01/2023
<https://www.normandie.fr/giec-normand>

2.2. Rappels de quelques phénomènes météorologiques exceptionnels survenus en Normandie en 2022

Des phénomènes météorologiques exceptionnels en 2022 dans la Presse Locale



Par ailleurs, la région est également marquée par des densités de population et une distribution des activités socioéconomiques très hétérogènes et propices à de forts déséquilibres des systèmes territoriaux en cas de perturbations endogènes ou exogènes. Les territoires doivent faire face à une intrication d'enjeux qui doivent être appréhendés simultanément dans le temps et l'espace pour réduire les déséquilibres dynamiques ponctuels ou chroniques pouvant mener à des ruptures brutales et prolongées d'approvisionnement en ressources (énergies, eau, alimentation, services de santé, de sécurité et de secours, main d'œuvre, etc.) voire à des processus de dégradation de plus long terme.

3. Présentation générale de l'AMI « Territoires et Climat »

3.1 Définitions

L'AMI comporte deux volets spécifiques :

- Un parcours sur l'Adaptation aux conséquences du changement climatique
- Un parcours sur la Résilience territoriale face au changement climatique

3.1.1. Qu'est-ce que l'adaptation au changement climatique ?

Selon la définition du GIEC, l'adaptation est « la démarche d'ajustement au climat actuel ou à venir, ainsi qu'à ses conséquences ». Si des plans stratégiques sont mis en place pour atténuer le changement climatique, ils ne suffisent pas à mettre fin aux conséquences déjà présentes du changement climatique, à l'instar par exemple de stratégies de transition énergétique telles celles déjà proposées par la Région Normandie et l'ADEME Normandie via le dispositif « Territoires 100% Énergies renouvelables », de schémas directeurs de l'énergie, de stratégies locales d'économie circulaire, etc.

Ces mesures d'atténuation ne peuvent pas éviter les conséquences les plus brutales du changement climatique (forte tempête, inondations, tornade, submersion marine, sécheresse, glissement de terrain...). C'est pourquoi, des stratégies locales d'adaptation doivent être mises en place en complémentarité avec des objectifs visant à atténuer le changement climatique, et cela dans une approche systémique (c'est-à-dire une approche globale et multi-sectorielles) et prospective.

Une stratégie d'adaptation au changement climatique a pour objectifs de :

- Anticiper les impacts à attendre du changement climatique,
- Limiter leurs dégâts éventuels en intervenant sur les facteurs qui contrôlent leur ampleur (par exemple : l'urbanisation des zones inondables et submersibles, la plantation d'espèces d'arbres non adaptés au climat futur...);

Une stratégie d'adaptation au changement climatique nécessite :

- D'identifier les vulnérabilités majeures actuelles et futures du territoire ;
- D'identifier les enjeux principaux d'adaptation actuels et futurs ;
- De définir un programme d'actions opérationnel en identifiant les principales actions à mettre en œuvre pour anticiper et s'adapter aux conséquences actuelles et futures du changement climatique ;
- De partager l'état des lieux du territoire, les enjeux et les actions identifiés en interne et en externe ;
- D'accompagner le changement de comportement sur le territoire.

3.1.2. Qu'est-ce la Résilience territoriale ?

Pour l'ADEME, la résilience des territoires, abordée dans cet AMI, désigne la capacité de tous les acteurs d'un territoire à :

- S'adapter à des chocs majeurs et à des traumatismes soudains comme chroniques ;
- S'organiser ;
- Se transformer

... pour apprendre de leurs fragilités et en sortir collectivement renforcés. Si la résilience a une dimension technique, du fait des infrastructures, des bâtiments et des aménagements qui sont souvent impactés par les chocs et les crises, elle concerne tout autant les personnes et les organisations, qui auront à s'y adapter durablement. Les événements, qu'ils soient soudains ou chroniques, aux causes endogènes (provoquées par le système lui-même) ou exogènes (provoquées par des phénomènes externes), doivent être appréhendés de deux manières :

- Par de la prévention, de l'anticipation et de la prospective ;
- Par la conduite du changement de comportement.

Être résilient ne consiste pas simplement à résister aux impacts des chocs pour revenir à la situation telle qu'elle était avant l'évènement, mais c'est accepter une évolution rendue nécessaire pour sauvegarder la pérennité des personnes, des biens, des communautés et des écosystèmes, en les rendant plus durables. L'enjeu consiste à développer des capacités humaines, naturelles et techniques pour s'adapter aux changements.

De cette façon, la résilience des territoires a pour **perspective** non pas la préservation des habitudes, mais **l'émergence de nouveaux modèles d'organisation et de fonctionnement dans les territoires, de nouvelles trajectoires de projets collectifs.**

La démarche de renforcement de la résilience territoriale ne se limite pas à la pure gestion des risques : elle permet de se projeter, contribuer à la prospective territoriale, savoir faire le lien entre climat, ressources

naturelles, transition des secteurs, etc., expérimenter et évaluer les opportunités et risques environnementaux, sociaux et économiques.

Exemples :

À la suite d'un phénomène météorologique majeur, un territoire peut être confronté à un black-out électrique ou à une rupture d'approvisionnement (eau, énergie, biens alimentaires, etc.) qui aura des conséquences sur tous les acteurs du territoire (habitants et entreprises).

A l'échelle du territoire, s'interroger sur sa résilience face à une vulnérabilité constatée ou face à un choc nécessite de se poser des questions du type :

- Quelle est la capacité du territoire à surmonter une épreuve majeure liée à la crise climatique ou à agir face à une vulnérabilité constatée ?
- Quels sont les secteurs stratégiques à préserver sur mon territoire ?
- Quelles sont les ressources critiques ? (Ressources nécessaires à l'approvisionnement de la population et des entreprises) ?
- Quels sont les services essentiels à maintenir ?
- Quels sont les facteurs de résilience ?
- Est-ce que la collectivité est organisée pour agir face à cette vulnérabilité constatée ?
- Quelle anticipation de ce type de crise ?
- Comment construire un après crise qui tienne compte des enseignements tirés ?

En quoi l'approche systémique est-elle essentielle pour élaborer une démarche de résilience territoriale ?

Une approche systémique permet de prendre en charge plusieurs enjeux et leurs interactions et de ne plus raisonner en silos. Si l'on considère que toutes les **limites planétaires** sont dépassées en matière de ressources, le fonctionnement des écosystèmes se retrouve dans un **nouvel état d'incertitude, inédit, avec des vulnérabilités accrues** d'où l'utilité du regard systémique qui permet de **démêler les problématiques complexes**. **Par problématiques complexes, on entend** notamment des **crises interdépendantes**, des **effets dominos**, qui génèrent une accélération des processus entraînant des conséquences sur l'environnement, la santé et qui augmentent les inégalités sociales.

L'approche systémique permet de partir d'un projet concret, de décortiquer les principaux éléments de ce projet, d'identifier les **interactions** entre ces éléments ainsi que **les boucles de rétroactions**. L'approche systémique permet de **tirer les fils** de chaque composant essentiel du système. Il s'agit d'avancer pas à pas, dans une démarche de **questionnement continue** tout en prenant en compte plusieurs enjeux en même temps.

Une approche systémique permet donc de prendre en compte la **dynamique d'évolution des interactions entre ces composants et d'anticiper les effets globaux d'une action sur l'un ou l'autre d'entre eux**.

Une illustration de l'approche systémique : « les toiles »

Vidéo de vulgarisation des Toiles : <https://youtu.be/bwiSAVKm-As>

L'approche systémique permet de décloisonner les savoirs, d'avoir une posture apprenante continue, de mettre la coopération entre acteurs et le montage de coalitions au cœur des processus de changement.

Une approche systémique appliquée à un projet ou une problématique peut conduire à :

- Transformer son organisation
- Expérimenter selon la méthode des petits pas (retours en arrière possible)
- Confronter ses projets à des regards variés
- Récolter des effets puissants sur le territoire du type « boule de neige », « essaimages », etc.

La **mise en récit** de ces effets sur le territoire contribue à l'essaimage des bonnes pratiques et des transformations.

Les projets retenus dans le cadre de cet AMI devront concourir à renforcer la résilience des territoires face aux conséquences du changement climatique.

Les différences entre atténuation, adaptation et résilience :



3.2 Les objectifs et principes de l'appel à manifestation d'intérêt

L'AMI Territoires et Climat vise à accompagner jusqu'à 20 collectivités normandes désireuses de devenir plus résilientes face aux conséquences du changement climatique propres à leur territoire :

- Faire monter en compétence sur les enjeux d'adaptation au changement climatique des élus et des agents des collectivités locales, ainsi que des acteurs du territoire ;
- Définir une feuille de route opérationnelle en identifiant des premières actions concrètes ;
- Engager la mise en œuvre de ces premières actions phares d'adaptation pour aller vers un territoire plus résilient.

L'EPCI candidate sur l'un ou l'autre des deux parcours selon les travaux réalisés sur l'adaptation au changement climatique et selon son degré de maturité.

3.3. Description des deux parcours

Deux parcours spécifiques sont proposés aux territoires souhaitant candidater à l'AMI :

- Un parcours sur l'Adaptation aux conséquences du changement climatique ;
- Un parcours sur la Résilience territoriale face au changement climatique.

3.3.1 Le parcours « Adaptation aux conséquences du changement climatique »

Ce dispositif vise à accompagner des territoires volontaires à la réalisation d'une feuille de route d'adaptation et d'anticipation au changement climatique, permettant d'approfondir le diagnostic et la stratégie d'adaptation prévue au PCAET de la collectivité ou à défaut, en tenant compte des conséquences spécifiques attendues du changement climatique sur ce territoire, actuellement et à l'avenir.

En premier lieu, les collectivités accompagnées dans ce parcours bénéficieront des 3 modules formatifs sur l'adaptation au changement climatique mis en place par l'ANBDD². **La collectivité devra s'engager à suivre la formation et organiser son accueil localement.**

² Agence normande de la biodiversité et du développement durable

Les étapes de ce parcours consistent à :

- Acculturer et former les élus, les agents et les acteurs du territoire au changement climatique, à ses conséquences ;
- S'interroger, au vu des travaux du GIEC normand, sur l'avenir du territoire à l'horizon 2050 et 2100 et les conséquences les plus impactantes du changement climatique spécifiquement pour ce territoire.
A cet effet, le territoire devra réaliser une présentation du territoire à l'horizon 2050 et 2100.
- Mobiliser l'ingénierie du territoire pour définir une feuille de route en réponse à ces conséquences, associer et mobiliser les acteurs du territoire, initier et suivre les actions concrètes.
Pour ce faire, le territoire pourra être mis en relation avec des acteurs de l'éducation au développement durable, formés et engagés sur le sujet de l'adaptation au changement climatique. Le territoire pourra proposer des actions visant à mobiliser le plus grand nombre (interne et externe) sur le sujet de l'adaptation au changement climatique.
- Mettre en œuvre 5 actions concrètes en lien avec cette feuille de route qui seront financées via d'autres dispositifs d'aide. Ce parcours doit aussi permettre d'interroger et d'enrichir, au regard de la feuille de route « Adaptation au changement climatique », l'ensemble des documents de planification et d'urbanisme déjà mis en place par le territoire (PCAET, PLU/PLUI, PLH...), notamment au cours d'une révision.

En complément de l'aide régionale et des modules de formation proposés par l'ANBDD, l'ADEME propose de mettre à disposition des territoires qui le souhaitent la démarche TACCT (Trajectoires d'Adaptation au Changement Climatique des Territoires - <https://tacct.ademe.fr>).

3.3.2 Le Parcours Résilience territoriale face au changement climatique

L'objectif de ce parcours sur la résilience territoriale est d'accompagner méthodologiquement et financièrement les collectivités lauréates afin qu'elles puissent :

- S'approprier et intégrer la notion de résilience dans leurs politiques de transition
- Identifier une problématique majeure sur son territoire associée à une vulnérabilité climatique
- Déployer une méthode visant à établir l'état des lieux de la résilience de leur territoire
- Identifier et mettre en œuvre 2 à 5 actions favorisant la résilience du territoire en lien avec la problématique identifiée.

Chacune des collectivités lauréates devra commencer à intégrer la résilience territoriale dans sa politique d'adaptation au changement climatique et à mettre en œuvre un plan d'actions visant à renforcer cette résilience, dans une perspective de transition écologique.

L'objectif est que chacune des collectivités lauréates :

- Se forme à la résilience territoriale et à la dynamique des systèmes,
- Mobilise en interne et en externe pour mettre en place une gouvernance associant les services de la collectivité et les acteurs du territoire,
- Définisse et valide sa stratégie de résilience territoriale,
- Élabore un état des lieux, ou « état zéro » de la capacité de résilience de son territoire face au changement climatique afin de dresser un panorama de ses dépendances, limites et risques en même temps qu'un inventaire de ses ressources, potentiels et capacités,
- Définisse et valide sa stratégie de résilience territoriale,
- Élabore un plan d'actions visant à renforcer sa résilience face au changement climatique,
- Mette en œuvre un processus de changement durable permettant d'opérer une véritable transformation du projet de territoire, en intégrant pleinement les dimensions techniques et humaines de la résilience,
- Mettre en œuvre 2 à 5 actions du plan d'actions de résilience

Modalités d'organisation de ce parcours

Les lauréats de l'AMI seront accompagnés par des prestataires mis à disposition par l'ADEME et la Région Normandie. Dans cette prestation seront distingués des temps collectifs d'apprentissage, de co-construction et

de retour d'expérience, ainsi que des temps de mise en œuvre par les collectivités comprenant une assistance individuelle (détaillé au chapitre 5.).

L'accompagnement se décompose donc en **deux temps** :

- Une partie collective (formation, prise en main de méthodes, suivi global de la mise en œuvre),
- L'assistance individuelle à la mise en œuvre.

L'accompagnement est construit autour d'un **processus global d'accompagnement au changement**, visant à faciliter la transformation des politiques de transition et des projets de territoire par l'intégration de la notion de résilience.

Il s'agira notamment de mobiliser des outils et méthodes permettant :

- D'identifier les résistances et les motivations des acteurs du territoire,
- De renforcer leur implication et d'augmenter leur motivation,
- De développer leur autonomie et leur engagement,
- D'évaluer les changements opérés chez eux,

Les lauréats seront également invités, comme l'ensemble des territoires normands, à intégrer un réseau d'échange.

AIDE A LA COMPREHENSION SUR LE PARCOURS RESILIENCE TERRITORIALE

Aide au choix d'une problématique de résilience territoriale face au changement climatique

Le choix de la problématique sera réalisé au cours de la formation sur la résilience territoriale.

Les objectifs attendus :

Un cheminement de la collectivité pour appliquer les notions de résilience territoriale à une vulnérabilité constatée.

A l'échelle du territoire, s'interroger sur sa résilience face à une vulnérabilité constatée ou face à un choc nécessite de se poser des questions du type :

- Quelle est la capacité du territoire à surmonter une épreuve majeure liée à la crise climatique ou à agir face à une vulnérabilité constatée ?
- Est-ce que la collectivité est organisée pour agir face à cette vulnérabilité constatée ?
- Quelle anticipation de ce type de crise ?
- Comment construire un après crise qui tienne compte des enseignements tirés ?

Aide au questionnement :

- Quels sont les vulnérabilités de mon territoire ?
- Quels sont les secteurs stratégiques ?

Sur la problématique choisie, avez-vous identifié les ressources critiques ? (ressources nécessaires à l'approvisionnement de la population et des entreprises)

Quels sont les services essentiels à maintenir ? (ex. services essentiels : maintenir la population en vie ; assurer l'approvisionnement en électricité et en eau pour les habitants)

Quels sont les facteurs de résilience ? ou les qualités de la résilience selon la Boussole de la Résilience du CEREMA

Exemples :

- Diversifié : favoriser la diversité et la coopération entre acteurs,
- Apprenant/flexible : promouvoir la veille et l'anticipation afin de réduire les vulnérabilités,
- Robuste : penser la réversibilité des aménagements en favorisant les solutions fondées sur la nature,
- Optimiser la gouvernance : la circulation de l'information et la prise de décision...

3.3.3. L'articulation entre les deux parcours

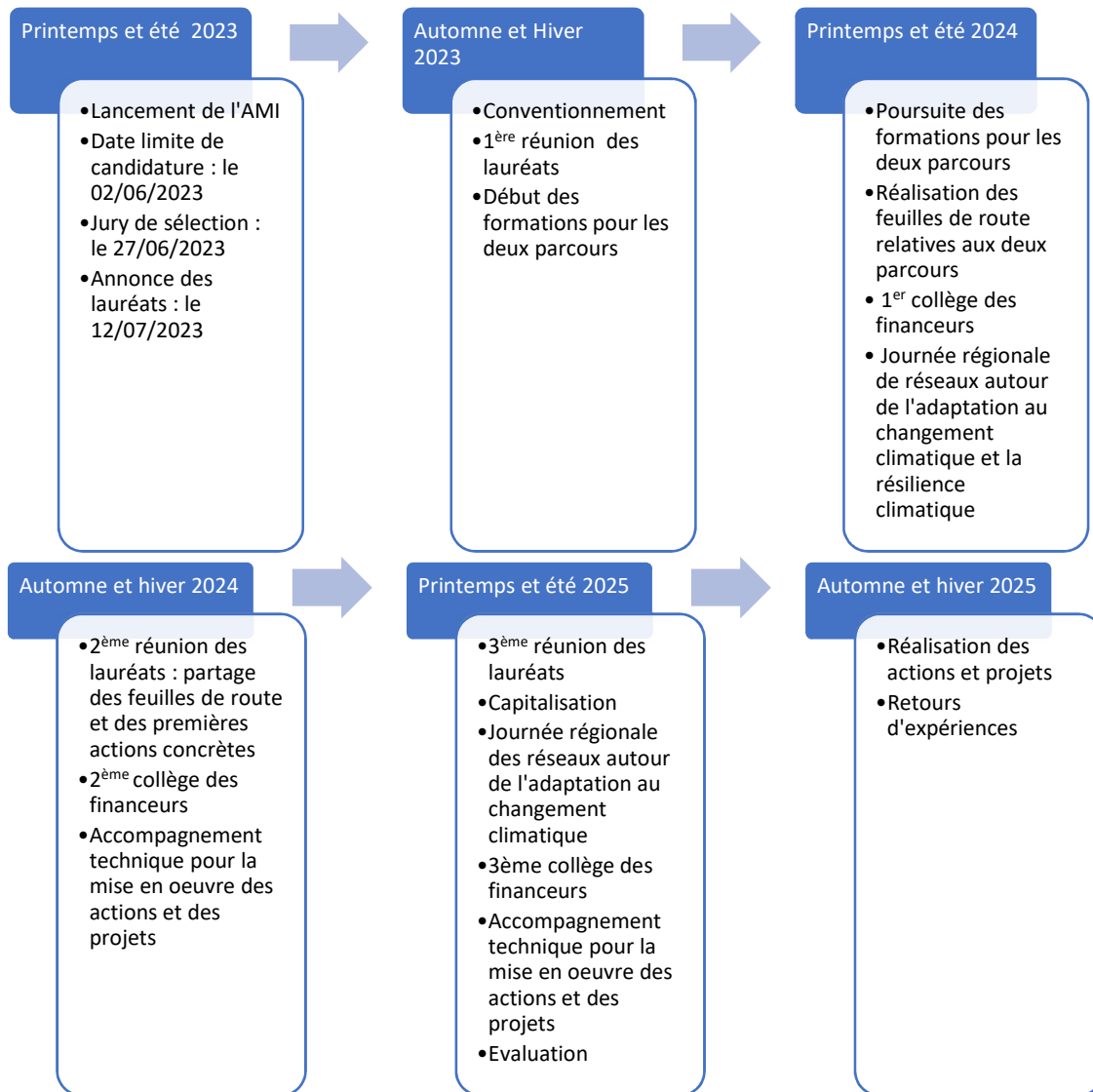
Même si le contenu des deux parcours est différent, l'ADEME et la Région Normandie proposent des objectifs communs aux deux parcours à savoir :

- Des formations ;
- Faciliter l'accès à des financements qui viendraient soutenir des actions concrètes des territoires ;
- Des temps d'animations.

L'AMI Territoires et Climat n'a pas vocation à accompagner financièrement des investissements en lien avec l'adaptation au changement climatique et la résilience climatique. Aussi, en accompagnant l'ingénierie du territoire, l'ADEME et la Région Normandie proposent de faciliter l'accès à d'autres financements permettant de mettre en œuvre ces actions.

A cet effet, l'ADEME et la Région Normandie proposent de réunir régulièrement un **collège des financeurs** composé de l'ADEME, de la Région Normandie et de leurs partenaires afin d'orienter les territoires vers les dispositifs appropriés.

Le schéma ci-dessous, permet de mieux comprendre la mise en œuvre de l'appel à manifestation d'intérêt « Territoires et Climat » (NB : les éléments associés à chaque étape peuvent évoluer – Il s'agit d'un schéma indicatif.)



3.3.4. Les attendus de l'AMI

Dans le cadre de l'AMI « Territoires et Climat », l'ADEME et la Région Normandie demandent aux territoires lauréats de respecter **plusieurs principes méthodologiques** comme suit :

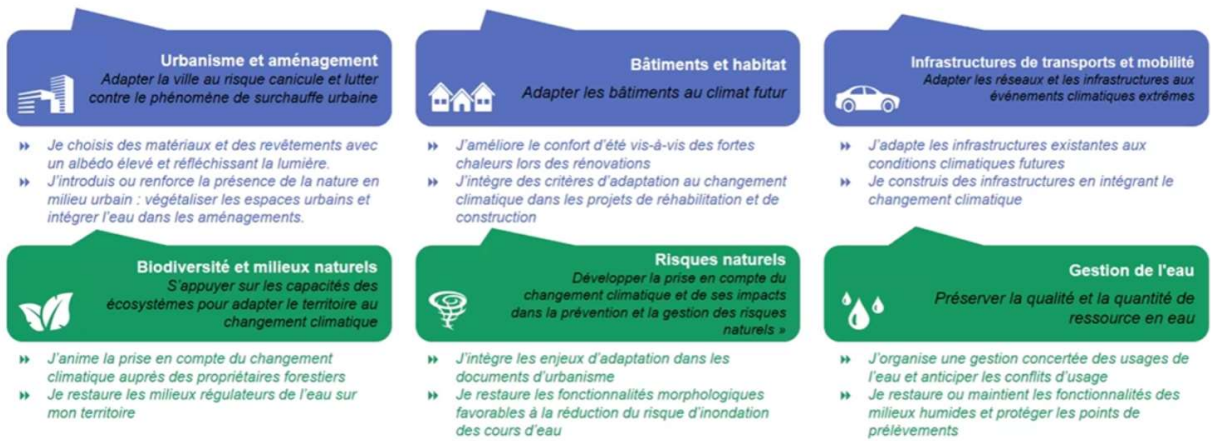
- Respecter, dans la phase d'élaboration, puis de mise en œuvre de leur feuille de route, les principes et méthodes d'une conduite de projet : pilotage, transversalité, amélioration continue, participation évaluation.
- Désigner au moins deux coordinateurs (un élu et un technicien) de la démarche au sein du territoire ;
- Participer aux temps collectifs organisés par l'ADEME Normandie et la Région Normandie ;
- Coopérer en associant les associations, les acteurs du territoire, les communes et la société civile ;
- Mettre en œuvre a minima 5 actions concrètes en lien avec la feuille de route (cf. Encadré plus bas sur les mesures ou actions sans regret) ;
- Valoriser et partager son retour d'expérience selon notamment les modalités qui seront proposées par l'ADEME et la Région Normandie.

Focus : Qu'est-ce qu'une action sans regret ?

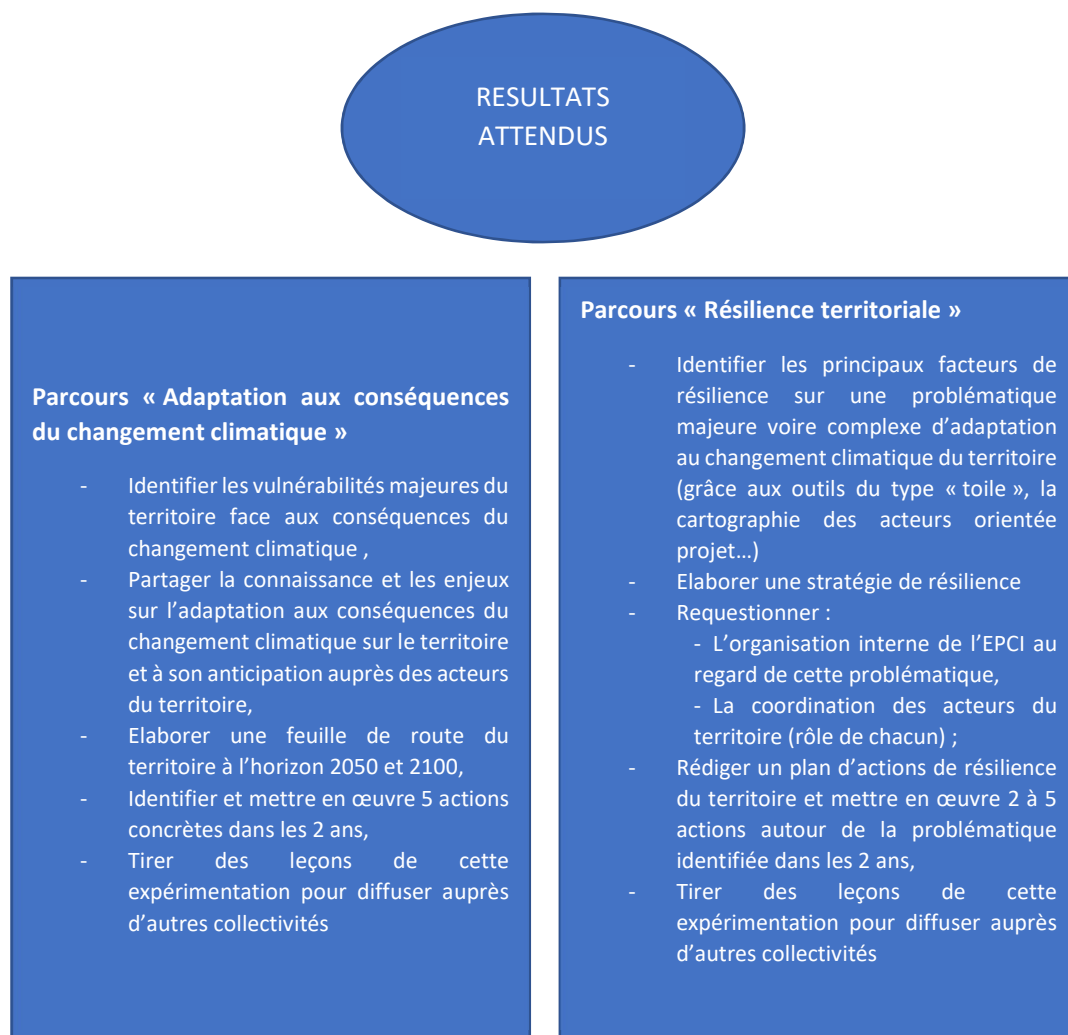
Une action sans regret présente des bénéfices quand bien même l'impact du changement climatique est inférieur (différent) à celui envisagé. Elle doit être flexible et s'adapter à la production de nouvelles connaissances, ne pas entrer en conflit avec le principe d'atténuation du changement climatique et présenter des bénéfices pour le territoire, quelle que soit la situation future. Ce type d'actions participe alors à l'attractivité socio-économique du territoire et à l'amélioration du cadre de vie. Voici quelques exemples d'actions ou de mesures sans regret :

Valoriser les zones de fraîcheur urbaine pour anticiper une hausse des températures à l'avenir. Cette action présente par exemple de nombreux atouts : création de lieux publics, amélioration de la qualité de vie, économie d'énergie, amélioration potentielle de la qualité de l'air ...

Inciter les communes du territoire à installer des bacs de récupération des eaux de pluie afin d'arroser des plantations. Cette action permet d'économiser l'eau potable et de faire des économies pécuniaires.



Le schéma ci-dessous précise les résultats attendus par l'ADEME et la Région Normandie selon les deux parcours :



3.4. Durée

Les territoires lauréats devront réaliser les attendus à chaque parcours dans une durée de 2 ans à compter de la date de notification de l'aide par la Région Normandie et l'ADEME Normandie. Les formations pourraient être suivies avant la contractualisation.

4. Accompagnements, animation et suivi

L'accompagnement de l'ADEME et de la Région Normandie se concrétisera par un soutien à la fois technique et financier aux lauréats. En retour, ils s'engageront à respecter une démarche d'évaluation et de valorisation de leurs opérations dans le but d'alimenter les connaissances et de capitaliser les retours d'expériences à l'échelle régionale.

4.1 L'accompagnement technique

4.1.1 Accompagnement en ingénierie de l'ADEME et de la Région Normandie

Les lauréats de l'AMI bénéficieront d'un accompagnement technique financé par l'ADEME et la Région Normandie. A cet effet, la Région Normandie propose, à travers son soutien financier à l'ANBDD, de permettre aux territoires qui le souhaitent de se former à l'adaptation au changement climatique. L'ADEME Normandie proposera un accompagnement à l'outil TACCT ainsi que des formations, un accompagnement collectif et individuel sur la résilience territoriale face au changement climatique.

Enfin, une animation de réseaux sur l'adaptation au changement climatique commune sera proposée aux collectivités.

- **Des Formations à l'Adaptation au changement climatique proposées par l'Agence Normande de la Biodiversité et du Développement durable (ANBDD) avec le concours financier de la Région Normandie**

Le parcours formatif « adaptation au changement climatique » coordonné par l'ANBDD et coconstruit avec différents partenaires et experts du réseau de l'adaptation au changement climatique, s'appuie sur les données du GIEC (international et normand), des retours d'expériences inspirantes et tient compte des conséquences attendues localement (climat, eau, santé, etc.). Le parcours est composé de trois modules distincts d'une journée chacun, accueilli au sein du territoire, comme suit :

Le premier module, le plus généraliste, a vocation à transférer les éléments de connaissance incontournables sur le sujet pour donner une base commune à tous : vocabulaires, causes et impacts du changement climatique, données, y compris régionales. Il insiste sur la nécessité de s'adapter sans omettre l'importance de l'atténuation.

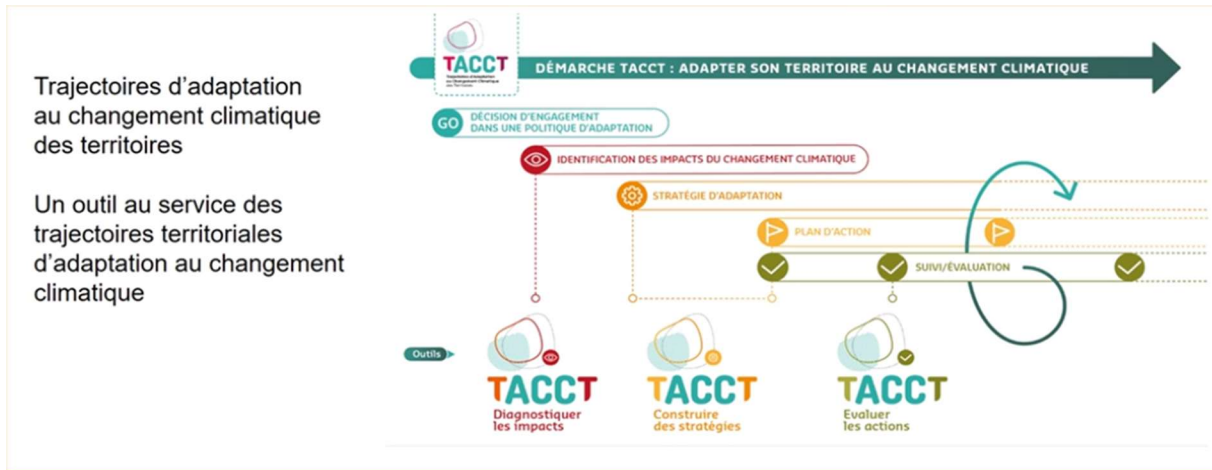
Le deuxième module est davantage thématique : partant d'une base commune, il s'ajuste en fonction des besoins et des enjeux spécifiques du territoire. Il permet de rentrer en détail dans chacun des thèmes identifiés en amont avec la collectivité et lors du module 1. L'idée ici est de transmettre des connaissances plus précises sur des sujets importants pour la collectivité afin de faciliter le passage à l'action. Il peut s'appuyer sur l'intervention d'experts thématiques ou sur l'utilisation d'outils de mise en situation permettant de comprendre les mécanismes de la mise en place d'un plan d'adaptation. Il vise également à bâtir une vision commune de l'adaptation au changement climatique du territoire.

Le troisième module a vocation à encourager le passage à l'action : il détaille les aides, la réglementation, les formations, les ressources utiles, la méthodologie à mettre en œuvre, les différents outils, services et acteurs régionaux pouvant aider les territoires à agir. Il aborde également les éléments sociétaux de participation et d'accompagnement au changement indispensables pour l'appropriation et l'acceptation par les populations.

- **Un accompagnement à l'outil TACCT de l'ADEME Normandie**

Cette démarche aide les collectivités à structurer la réflexion, en proposant une méthode en trois étapes :

- 1) Repérer les impacts du changement climatique sur les activités,
- 2) Identifier les priorités à traiter dans un plan d'actions,
- 3) Elaborer des indicateurs de suivi. Ceux-ci sont un point pour évaluer la stratégie et la corriger au besoin. Un prestataire pourrait le cas échéant être missionné pour aider collectivement et gratuitement les EPCI à le prendre en main.



- **Une formation à la Résilience territoriale, un accompagnement collectif et individuel**

Les lauréats de l'AMI sur le parcours Résilience territoriale seront accompagnés par des prestataires mis à disposition par l'ADEME. Dans cette prestation seront distingués des temps collectifs d'apprentissage, de co-construction et de retour d'expérience, ainsi que des temps de mise en œuvre par les collectivités comprenant une assistance individuelle.

L'accompagnement se décompose donc en **deux temps** :

- Une partie collective sur 4 jours non consécutifs (formation, prise en main de méthodes, suivi global de la mise en œuvre),
- L'assistance individuelle à la mise en œuvre.

L'accompagnement est construit autour d'un **processus global d'accompagnement au changement**, visant à faciliter la transformation des politiques de transition et des projets de territoire par l'intégration de la notion de résilience.

Il s'agira notamment de mobiliser des outils et méthodes permettant de :

- identifier les résistances et les motivations des acteurs du territoire,
- renforcer leur implication et d'augmenter leur motivation,
- développer leur autonomie et leur engagement,
- évaluer les changements opérés chez eux,

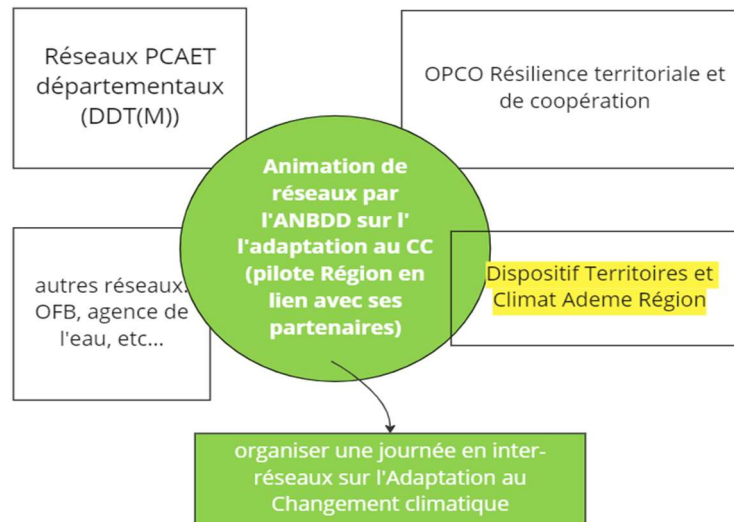
Les lauréats du parcours sur la résilience territoriale face au changement climatique auront la possibilité d'échanger régulièrement avec les 8 collectivités engagées depuis 2022 avec l'ADEME Normandie et la Région sur la résilience territoriale et de coopération (CC Cote Ouest Centre Manche, Cherbourg en Cotentin, Argentan Intercom, CU d'Alençon, Métropole de Rouen, Malaunay, CA Seine Eure, Dieppe Maritime).

4.1.2 Mise en réseaux

L'ADEME et la Région Normandie proposent de réunir régulièrement les territoires lauréats, et, avec le soutien de l'ANBDD, d'animer au moins une journée inter-réseaux sur l'adaptation au changement climatique chaque année. Cette action a pour objectifs de faciliter l'interconnaissance entre les acteurs œuvrant sur l'adaptation au changement climatique en Normandie et de mieux les faire connaître auprès des territoires normands.

Le schéma ci-dessous permet de mieux comprendre cette animation des réseaux souhaitée par l'ADEME et la Région Normandie :

ANIMATION DES RESEAUX



4.2 Les aides financières mobilisables

4.2.1 Soutien financier aux lauréats

L'ADEME et la Région Normandie accompagneront les territoires lauréats à hauteur de 50 000 € maximum sur une durée maximale de 2 ans. L'aide correspondra à 50% maximum du montant des dépenses éligibles HT. L'aide financière de la Région Normandie est apportée spécifiquement pour la mise en œuvre du parcours « Adaptation au changement climatique » et l'aide financière de l'ADEME est apportée spécifiquement pour la mise en œuvre du parcours « Résilience territoriale ».

Natures des dépenses éligibles : ingénierie interne (hors fonctionnaire de la fonction publique exclusivement pour l'ADEME), les prestations, frais d'animation, de communication et de formation.

Ne seront pas éligibles aux subventions de l'AMI :

- Les actions relevant d'obligations réglementaires, telles que le diagnostic de vulnérabilités du PCAET ou qui relèvent du fonctionnement régulier de l'institution,
- Les actions éligibles par La Région Normandie et l'ADEME au titre d'une autre politique sur la même thématique (ex. Notre Littoral pour Demain)

Un acte d'engagement juridique (contrat de type décision ou convention) précisant les modalités d'attribution de la subvention de chaque structure sera signé entre le porteur du projet et la Région Normandie ou l'ADEME.

Cet acte d'engagement juridique précisera notamment :

- Le contenu du projet : objectifs, modalités, moyens mis en œuvre, budget
- Les modalités d'évaluation et de contrôle de la réalisation du projet.

Tout manquement du porteur de projet dans la justification de la réalisation du projet entraînera la rupture de l'acte d'engagement juridique, ainsi que le reversement des subventions indûment perçues par le porteur.

A l'issue de la réalisation du projet, le bénéficiaire est tenu de fournir à la Région Normandie et à l'ADEME un compte-rendu final d'exécution, un bilan financier définitif et une fiche synthèse « retour d'expérience » à diffuser aux autres collectivités.

Les porteurs de projets lauréats s'engageront à contribuer aux groupes de travail ou réseaux régionaux mis en place.

4.1.2. Articulation avec d'autres dispositifs d'aide

Cet appel à manifestation d'intérêt est complémentaire avec d'autres dispositifs d'aide de la Région Normandie, comme suit (liste non exhaustive) :

Le dispositif IDEE Action « l'eau demain en Normandie » :

Le dispositif a pour but d'aider des territoires normands volontaires pour l'élaboration de leur stratégie locale d'adaptation en faveur de la gestion durable de l'eau en réponse aux conséquences attendues du changement climatique en Normandie. A travers ce dispositif, trois approches complémentaires peuvent être envisagées : réaliser des actions exemplaires d'adaptation, analyser les problématiques à venir du territoire et définir sa stratégie territoriale d'adaptation et améliorer la connaissance sur les conséquences du changement climatique dans un intérêt régional.

Le dispositif IDEE Stratégie « notre littoral pour demain » :

Le dispositif vise à accompagner l'élaboration d'une stratégie locale thématique en garantissant une approche transversale de développement durable. Il encourage une gestion durable du littoral, en accompagnant à la fois l'amélioration des connaissances, la préservation du patrimoine naturel et les démarches locales pour anticiper les évolutions du littoral et l'adaptation aux changements climatiques des territoires littoraux. Il permet aux bénéficiaires de disposer d'un accompagnement pour la formation des élus et l'élaboration d'une stratégie locale de gestion de la bande côtière à moyen et long terme. En complémentarité avec le dispositif IDEE Innovation, les projets présentant un caractère « pilote » et innovant, et les projets de relocalisation peuvent être accompagnés.

Le dispositif « Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes » (OS 2.4 FEDER 2021-2027) :

Cet objectif spécifique vise à permettre l'adaptation des territoires locaux aux changements climatiques en cours et à l'évolution des risques littoraux liés aux inondations et au recul du trait de côte sous l'effet cumulé de l'élévation du niveau des mers et de l'érosion, en passant par deux voies :

- Une meilleure appropriation locale des impacts du changement climatique dans les territoires littoraux, pour favoriser le passage à l'action ;
- La réalisation et concrétisation de projets pilotes et expérimentaux, visant à démontrer la faisabilité des démarches d'anticipation et adaptation au changement climatique en zone littorale, à définir une ou des méthodologies, mais aussi à identifier les freins et leviers pour un développement ultérieur à plus grande échelle de ce type de projets.

Pour mémoire, le cumul des aides publiques devra respecter les règles fixées par la réglementation européenne et /ou française.

5. Modalités de présentation et de sélection des candidatures

Les collectivités volontaires devront sélectionner un des deux parcours. Pour ce faire, le territoire réalisera une auto-évaluation de la maturité de son territoire au regard de l'adaptation au changement climatique. Un jury de sélection des candidatures se réunira le mardi 27 juin 2023 afin de sélectionner 10 territoires lauréats pour le parcours « Adaptation aux conséquences du changement climatique » et 10 territoires lauréats pour le parcours « résilience territoriale face au changement climatique ».

5.1. Territoires éligibles

5.1.1. A qui s'adresse l'AMI ?

L'appel à manifestation d'intérêt est ouvert aux **EPCI à fiscalité propre de Normandie**. Dans le cadre de leur projet individuel de résilience territoriale, ceux-ci auront la possibilité de s'appuyer sur un ou plusieurs acteurs locaux dans un cadre partenarial (Syndicats départementaux, PETR, associations, etc.) pour la réalisation de ce projet. **Il est vivement recommandé aux EPCI de construire leur projet avec les communes de leur territoire.**

5.1.2. Les conditions pour candidater à l'AMI Territoires et Climat

Les territoires candidats devront impérativement :

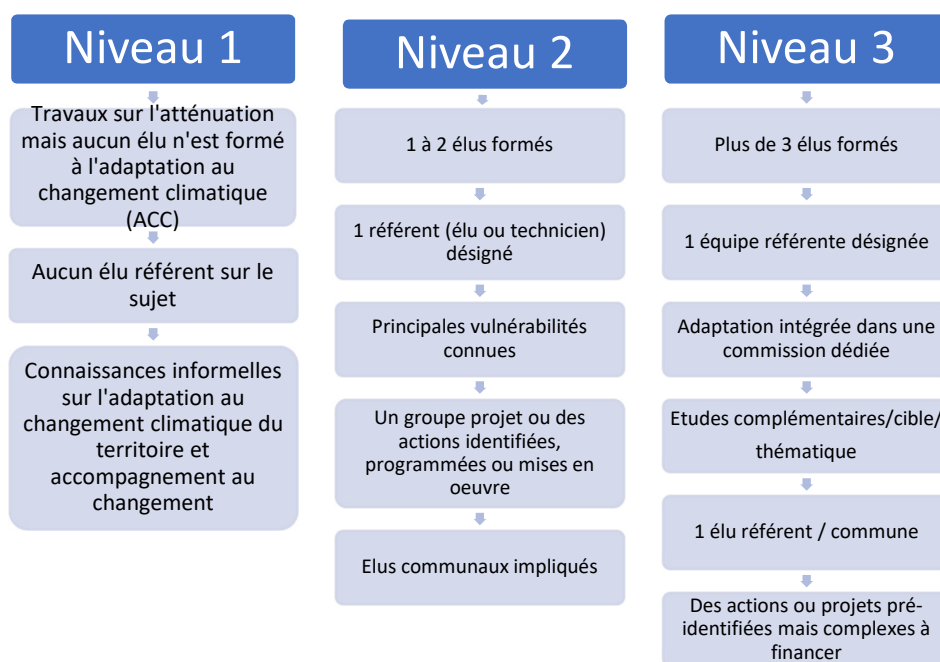
- Démontrer que le territoire est déjà engagé dans des actions d'atténuation ;
- Être engagé dans un PCAET pour les territoires obligés,
- Montrer la **cohérence et la complémentarité** de cette future démarche **avec la stratégie du Plan Climat Air Energie Territorial**, en précisant que la démarche répond aux objectifs du SRADET Normand ;
- S'engager par délibération à mettre en œuvre l'organisation et les moyens internes (et notamment à **désigner un binôme constitué d'un référent élu et d'un référent technique** qui assisteront aux ateliers collectifs).
- Motiver son choix de parcours en réalisant une auto-évaluation telle que précisée en partie 4.

5.2. Modalités de candidature

Les candidats devront déposer un dossier de candidature présentant le contenu du projet faisant l'objet de la demande. Le dossier devra comprendre :

- **Un courrier de motivation de la candidature** signé par l'élu représentant l'EPCI qui précisera notamment :
 - o Les actions concourant à l'atténuation du changement climatique déjà mises en place par le territoire,
 - o La cohérence et la complémentarité de cette future démarche avec le PCAET, si le territoire est concerné,
 - o Les motivations du territoire pour répondre à cet AMI et les objectifs attendus,
 - o La gouvernance envisagée (pilotage, partenaires envisagés, implication des communes, ...),
 - o Le parcours choisi par le territoire, se basant sur son auto-évaluation,
- **L'auto-évaluation** de la maturité de son territoire au regard de l'adaptation au changement climatique et de sa capacité à agir sur l'accompagnement au changement climatique.

Il est demandé à l'EPCI candidat de réaliser une **auto-évaluation de la maturité de son territoire** au regard de l'adaptation au changement climatique. Le territoire candidat doit sélectionner un niveau, comme suit :



Le territoire réalisera une auto-évaluation de sa **capacité à agir sur l'adaptation au changement climatique, en répondant aux questions ci-dessous, qui seront également transmises au jury pour apprécier les candidatures.**

- Vous sentez-vous en capacité d'agir et de mettre en œuvre des actions d'adaptation au changement climatique ? Merci de détailler votre réponse
 - a. Non pas du tout
 - b. Oui partiellement
 - c. Oui complètement

- Avez-vous identifié des freins à la mise en œuvre d'actions d'adaptation au changement climatique sur votre territoire ? Merci de détailler votre réponse
 - a. Non pas du tout
 - b. Oui partiellement
 - c. Oui complètement

- Votre territoire a-t-il été confronté à un événement climatique majeur ces 5 dernières années ? (Tempête majeure, inondation, etc...) si oui lequel ? Quelles ont été les conséquences ? Quelles difficultés avez-vous identifiées ? Qu'avez-vous mis en place depuis cet événement ?

- Avez-vous identifié des actions concrètes en lien avec l'adaptation au changement climatique et si oui, pourriez-vous préciser :
 - a. Les actions mises en œuvre
 - b. Les actions matures mais non mises en œuvre faute de moyens (financiers, humains, autres...)
 - c. Les actions envisagées mais à construire

Après sélection des candidatures, les territoires lauréats devront renvoyer à l'ADEME et à la Région Normandie un dossier de demande de subvention comprenant les pièces constitutives d'un dossier de demande de subvention tel que mentionnées dans le Règlement des subventions régionales.

5.3. Jury de sélection des candidatures

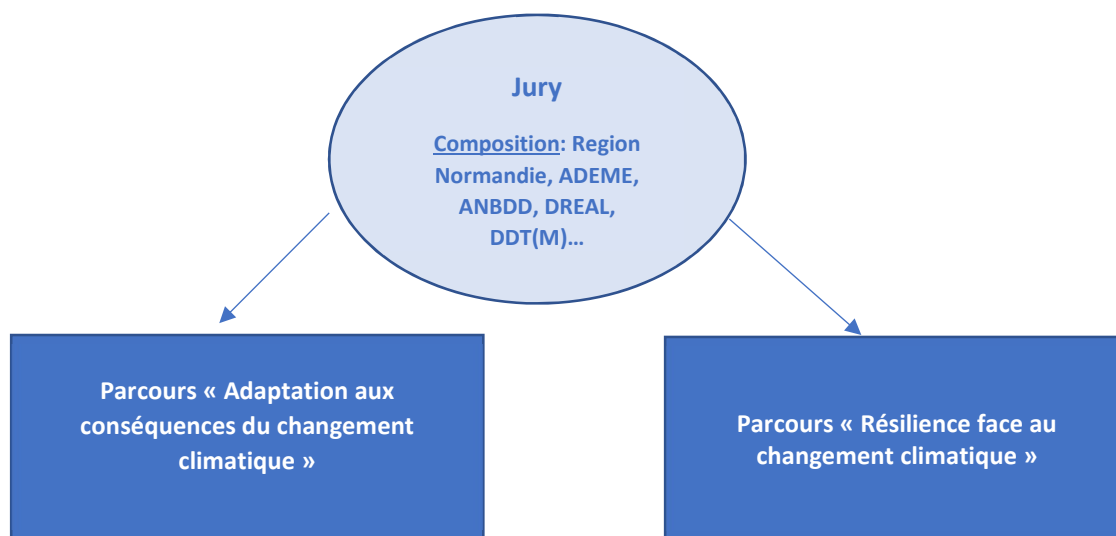
Un **jury de sélection** composé a minima de l'ADEME et de la Région Normandie sélectionnera les candidats, en lien avec l'ANBDD, la DREAL et les DDT(M). Des partenaires experts tels que l'OFB et les Agences de l'eau seront mobilisés en cas de besoin pour l'analyse des dossiers.

En tenant compte de la motivation exprimée par les territoires candidats à l'AMI et de la maturité de leurs travaux antérieurs, la Région, l'ADEME, l'ANBDD et leurs partenaires réaliseront une analyse de la candidature. Ce jury appréciera les motivations du territoire et vérifiera l'adéquation entre la maturité du territoire et le choix de son parcours. A l'issue de ce jury, le territoire candidat pourrait être orienté vers l'accompagnement approprié à savoir :

- Les modules du parcours formatif sur l'adaptation au changement climatique proposés par l'ANBDD à destination des élus et des services ;
- L'accompagnement technique et financier via le parcours « Adaptation au changement climatique » proposé par la Région Normandie en partenariat avec l'ANBDD et l'ADEME ;
- L'accompagnement technique et financier via le parcours « Résilience territoriale face au changement climatique » proposé par l'ADEME Normandie en partenariat avec la Région Normandie et l'ANBDD.

Le jury de sélection devrait se réunir le **mardi 27 juin 2023**.

Le schéma ci-dessous précise le rôle du jury dans la validation du choix du parcours :



6. Calendrier prévisionnel

Lancement de l'appel à manifestation d'intérêt	Fin mars – Début avril 2023
Clôture de l'AMI	02/06/2023
Sélection des candidatures	27/06/2023
Annnonce des lauréats	12/07/2023

7. Contacts

Les dossiers de candidature devront être envoyés à :

Pour l'ADEME Normandie :
 Karine BOSSER (coordinatrice du Pôle Territoires Durables)
 Email : karine.bosser@ademe.fr
 Tel : 02 31 46 89 61

Pour la Région Normandie :
 Delphine BAUDRY (Chargée de projets Territoires et Climat)
 Email: delphine.baudry@laregionnormandie.fr
 Tel : 02 31 06 97 46